L'ABEILLE.

PARAISSANT ET PUBLIÉE TOUS LES JOURS, PAR JEROME BAYON.

IMPRIMEUR DE L'ETAT DE LA LOUISIANE.

"Il faut que l'UNION soit conservée."

JEUDI MATIN, 24 OCTOBRE 1833.

POUR GOUVERNEUR:

J. B. DAWSON.

POUR MAIRE:

JOHN H. HOLLAND.

POUR LE CONGRES:

District—CHARLES GAYARRE.

District—JAMES M. BRADFORD.

Extrait d'un acte de la Législature du 14 *mars* 1820.

Art. 5. *Et il est de plus décrété* que le maire et le recorder seront choisis parmi les citoyens CHEFS DE FAMILLE résidant dans la ville susdite à l'époque de leur élection, et qui ont toutes les *qualités requises* par les lois existantes"

Concitoyens, si la loi veut cette condition pour occuper la place de maire, jugez si le respect pour les mœurs n'exige pas encore plus impérieusement qu'on la trouve dans le candidat à la place de gouverneur de l'Etat.

Observateurs des abus et des mœurs.

TRENTE-CINQ PIASTRES de récompense seront données à celui qui le premier, de l'*Argus*, du *Mercantile Advertiser* ou du *Louisiana Advertiser*, nous dira si M. Roman est ou n'est pas candidat à la place de *maire*, en même temps qu'à celle de *gouverneur*.

INTERIEUR.

NOUVELLE-ORLEANS, 24 octobre.

Nous sommes autorisés à annoncer Mr. E. A. CANON, comme candidat à la prochaine élection de RECORDER.

Quel est donc ce Recorder qui se soucie assez peu des intérêts du peuple, pour leur préférer les batailles de coqs et les courses de chevaux? M. Moran ignore-t-il que sa présence est plus indispensable au Conseil-de-Ville, dans ce moment que dans tout autre, attendu la permission d'absence qu'ont obtenue deux des membres de ce corps? Nous affirmons que sur quatre séances qui devraient avoir lieu par mois deux au moins manquent par l'absence de ce digne fonctionnaire. M. Moran pense-t-il que les citoyens soient disposés à payer leurs taxes, afin de voir une partie de leur argent servir à engraisser sa poche, sans profit pour leurs intérêts? Espérons que les élections du mois d'avril opéreront des *changements* qui ne seront que favorables à la prospérité de notre ville.

Le bateau à vapeur *Peruvian* a frappé contre un chicot et a coulé au Natchez-Island. Il avait un chargement de volailles, productions, et un peu de coton dont on sauvera une grande partie. On pense que le bateau pourra être relevé.

Le bateau à vapeur *Rapide*, venant de Natchitoches, a également coulé, près de Pembouchure de la Rivière Rouge. Il avait un fort chargement de coton.

Nous ne connaissons pas la procédure d'usage pour la nomination des évêques. Les journaux du nord nous annoncent qu'un concile doit avoir lieu à Baltimore. Probablement la question de la vacance du siége de la Nouvelle-Orléans y sera traitée. Nous avons le regret d'apprendre que M. l'abbé de l'Hosto, ce savant et digne ecclésiastique si capable de succéder à son monseigneur de Neckère, et que l'opinion publique désigne comme son remplaçant, est disposé à refuser si on le nomme.

Il n'y a qu'une voix dans les états du nord contre les coupables desseins des *abolitionistes*. Le Corps-union de Philadelphie s'exprime à ce sujet en ces termes:

Tappan, Garrison et consorts trouveront que leur plan d'abolition immédiate est moins aisé à accréditer dans les états du Nord qu'en Angleterre. Dans ce pays, la position des différens partis créait malheureusement dans le parlement des combinaisons favorables à cette mesure. Tous trouvaient leur intérêt à s'unir contre les propriétaires des Antilles; ces derniers ne pouvaient compter que sur les torics. Dans notre pays la nature des élémens est bien différente. Les états du Sud ont une existence indépendante dans le congrès et leurs droits leur sont en outre assurés par la constitution. Le nord est évidemment opposé à toute tentative d'agiter la question de l'esclavage. Il n'y a donc rien à redouter des fanatiques efforts d'une poignée d'agitateurs.

ENTERREMENTS.

	Cimetière Catholique.	Cimetière Protestant.
Octobre 22	18	5
" 23	11	10

Le courrier du nord reçue hier nous a apporté la suite des nouvelles venues par le *New-York*; nous n'y remarquons que peu de chose qui mérite quelque attention.

La prorogation du parlement a donné occasion aux différents partis d'exprimer leur opinion sur la conduite qu'il a suivie. Les journaux *whigs* se fondent en louanges, tandis que les opposants lui prodiguent des épithètes injurieuses. Le *Guardian*, continuellement le discours qu'il traite de ridicule manifeste opiniâtreté, fait les remarques suivantes:

"Le discours du roi forme un singulier contraste avec le *Moniteur* officiel. S. M. nous promet des jours de paix et d'abondance, tandis que le *Moniteur* envisage l'avenir sous les plus sombres couleurs; il ne voit que guerres et bruits de guerre depuis le Danube jusqu'à l'Ebre, depuis les Alpes jusqu'aux montagnes d'Hafix. Les journaux d'aujourd'hui affectent de traiter la question suisse comme n'étant d'aucune importance, tandis que notre opinion a toujours été qu'elle avait de longues ramifications, et que c'était un cancer dans le corps politique de la Suisse, qu'il serait difficile d'extirper. C'est le résultat de l'intrigue française; ces troubles sont fomentés par la France, afin de distraire l'attention de son gouvernement intérieur."

Le journal de la trésorerie dit que le roi de Hollande n'a pas donné à ses agents le pouvoir de traiter la question du Luxembourg. Mais c'est là une assertion parfaitement gratuite. Le fait est que la suspension des négociations pendant de la Belgique, mais lord Palmerston est tellement pris dans les filets de M. de Talleyrand, qu'il n'ose ni l'arracher ni s'en fâcher; et tel est le motif qui l'engage à rejeter sur la Hollande la rupture de la conférence.

Un riche capitaliste anglais de Londres a négocié pour la Hollande un emprunt de 4,000,000 livres sterling. Les conditions de cet emprunt ne sont encore connues.

Le *Brighton Athenæum*, construction immense en fer, commencée il y a environ un an, passant près de 500 tonneaux, et formant un dôme plus grand que celui de St. Pierre de Rome, est tombé dans la nuit du 20 août, avec un bruit effroyable.

Le roi Louis-Philippe est parti pour Cherbourg; et la reine dona Maria est partie pour le Hâvre le 27 août; elle doit attendre dans cette ville le vaisseau qui la transportera à Lisbonne. L'attachement de la reine dona Maria pour le duc de Leuchtenberg, qui est maintenant en Italie, est l'objet de toutes les conversations. On sait à acquis d'autant plus d'intérêt qu'une lettre de Toulon, du 22 août, annonce qu'une dépêche télégraphique, reçue le même jour, donne ordre aux autorités de prendre toutes sortes de mesures pour empêcher que le duc de Leuchtenberg, fils d'Eugène Beauharnais, ne pénètre sur le territoire français, conformément aux lois de 1816 et 1830, qui défendent l'entrée du territoire français à tous les membres de la famille de Napoléon.

Un article de Madrid du 10 août, dit que le roi est incapable de quitter de son lit si ce n'est pour passer quelques heures dans son fauteuil; mais quoiqu'il ait perdu l'usage de ses membres, ses facultés intellectuelles ne sont point affaiblies, et il ne veut en aucune manière renoncer à ses principes et à tous ses préjugés. Le médecin en chef, Mr. Castello, demande de nouveau que l'on publie chaque jour des bulletins de la santé du roi, mais M. Zea persiste à s'y refuser. On peut facilement apprécier les motifs de M. Zea. Don Carlos est toujours en Portugal, quoique la frégate espagnole la *Lealtad* soit allée l'attendre à Vigo pour le ramener en Italie. On croit que ses amis de Madrid lui conseillent de ne pas s'éloigner autant, et l'on pense qu'il demeurera où il est à moins qu'il ne se rapproche de la frontière.

La *Gazette d'Augsbourg* dit qu'il devait y avoir une autre conférence des souverains à Troppau en septembre. L'empereur de Russie a dû être présent.

Le dernier emprunt de 800,000 liv. ster. ouvert par le gouvernement portugais continue à se remplir, ce qui est une preuve bien évidente de la confiance du peuple dans le nouvel ordre de choses.

Des lettres de Porto disent que Bourmont se signale par un système de guerre semblable à celui qu'adoptèrent naguère les Anglais en Amérique; il pille, ravage et détruit toutes les propriétés particulières. Quand Villa-Nova n'a plus été bonne pour les partisans de l'usurpateur, ils ont mis le feu aux magasins de vins; les dégâts occasionnés par cette mesure sont immenses.

On dit que Miguel est malade et à toute extrémité. On ajoute même qu'il est en démence.

Le *Globe* de Londres prétend que don Pedro est très-satisfait de l'inclination de sa fille pour le duc de Leuchtenberg, et qu'en conséquence ce mariage se contractera pour d'obtacles.

Une lettre de Liestall du 23 août, dit que la députation de l'assemblée générale tenue à Munsen, qui avait une adresse à la diète de Zurich pour lui demander le retrait des troupes fédérales et la nomination d'un conseil constitutionnel, conformément au vœu exprimé par la diète en 1830, a réussi en partie dans sa mission. L'assemblée de Liestall, craignant une insurrection, a ordonné la moitié des troupes de se retirer dans la ville où un esprit de réaction commence à se manifester aussi bien que dans d'autres parties du pays.

Nous avons reçu aussi une liasse de gazettes de Londres jusqu'au 31 août inclusivement.

Le comte Narcisse Olizar, l'un des hommes les plus influents de la révolution polonaise et qui prit une part très-active à l'insurrection de la Volhynie, est arrivé à Paris après avoir effectué sa fuite d'un dangereux exil dans lequel il avait été renfermé par les Russes, qui lui firent supporter toutes sortes de mauvais traitemens lorsqu'il fut fait prisonnier il y a 18 mois.

La *Gazette d'Augsbourg* du 23 courant, contient un article des frontières de Bohême du 17août, qui dit sur ce qui s'est passé à la conférence de l'empereur d'Autriche et du roi de Prusse à Theresiendadt n'a transpiré; on pense néanmoins que cette conférence avait rapport principalement aux affaires d'Allemagne.

Des lettres de Frankfort du 23 août, disent que l'empereur de Russie est sur le point de partir pour la Bohême. Le même jour le sénat de Francfort a tenu une séance extraordinaire pour discuter, à ce qu'on rapporte, une communication de la diète, par laquelle elle annonce qu'elle a jugé à propos de faire occuper le siège de l'assemblée fédérale par des troupes fédérales. En conséquence quatre compagnies autrichiennes de Sachenhausen recevront une augmentation de 1,600 hommes, et la ville de Francfort recevra une garnison de 1,000 Prussiens. Le sénat n'ayant aucun moyen de s'opposer à cette mesure, doit se borner à s'occuper des moyens de loger les troupes fédérales, et il a fait préparer à cet effet l'ancien couvent des dominicains.

Les derniers rapports de la Grèce annoncent l'évacuation définitive et complette de ce pays par les troupes françaises après une occupation de cinq ans. Le premier embarquement a eu lieu le 4, à bord du *Marengo*. Ce vaisseau a pris 780 hommes, et le jour suivant l'*Hermione* en a pris 450. Le vaisseau le *Suffren* et la frégate l'*Archimède* devaient partir une semaine plus tard avec le reste de la brigade, qui se compose d'environ 2,140 hommes, 1450 officiers de tous grades, 19 femmes d'officiers et 25 à 30 autres femmes d'officiers non-brévetés et de soldats. Une partie des approvisionnemens a été laissée au gouvernement grec qui l'a payée 30,000 francs; le reste a été embarqué sur les différents navires.

Une ordonnance royale déclare que l'intérim de la guerre, confié à l'amiral de Rigny, cesse et que M. le maréchal Soult reprend son portefeuille.

Le *Messager des Chambres* affirme que M. Adolphe de Bourmont a été vu à la bourse de Paris.

NEW-YORK, 9 octobre.

De la Jamaïque et de la Colombie.—Par l'arrivée du navire *John W. Carter*, nous avons reçu des gazettes de Kingston jusqu'à la date du 10 septembre, et par le brick *Mary* nous en avons également reçu de la baie de Honduras jusqu'au 14. Les gazettes que nous avons sous les yeux ne donnent d'autre nouvelle que celle contenue dans la lettre suivante de Carthagène:

COLOMBIE.—CARTHAGENE, 25 août.

Le 22 du mois dernier, le général Santander sut qu'il se tramait une conspiration contre le gouvernement et qu'elle devait éclater cette même nuit; un escadron de hussards devait s'y réunir, et après avoir pris possession de la capitale on devait arrêter les principaux membres du gouvernement et effectuer un changement dans l'administration. Pendant la soirée même, le président ordonna au général Montoya de se rendre au poste des hussards et d'y arrêter l'officier commandant, nommé Arjona. Le jour suivant plusieurs détachemens furent envoyés à la recherche de quelques-uns des conspirateurs qui, déjà, s'étaient enfuis de la capitale; parmi eux se trouvait le général Sarda. L'on envoya aussi le capitaine Calle avec un autre détachement pour arrêter Dn. Mariano, qui se trouvait à la campagne. Ce Mariano est un individu appartenant à une des meilleures familles de Bogota, il a une femme et sept enfans, et l'on soupçonnait qu'il faisait partie des conspirateurs. On le trouva dans une maison à Rendroit appelé Usme, et il fut tué sur la route, sous prétexte qu'il voulait s'enfuir. Son corps, à moitié nu, fut porté dans la capitale, et quoique mort il était attaché comme un animal dangereux et transporté à dos de mulet, afin que tout le monde pût avoir le spectacle de ce cadavre percé de balles et de coups de poignard. La troupe passa de cette manière devant la maison où demeurait l'épouse infortunée et les malheureux enfans, en vociférant le langage le plus indécent et le plus abominable... Il en résulta que l'une des filles du pauvre Mariano (une créature des plus accomplies) ainsi qu'un citoyen nommé Fernando Cayado, devinrent subitement fous et demeurèrent tels. La plus grande consternation règne à Bogota.

Dans la ville nous ne fûmes pas moins alarmés pendant la nuit du 14 courant. Une troupe de vagabonds, que l'on nomme ici des *libéraux*, sachant qu'ils sont protégés par le système actuel, avaient formé le projet de s'emparer par surprise des casernes et des prisons; de mettre en liberté les prisonniers qui, pour la plupart, étaient des scélérats et des hommes condamnés aux travaux forcés; de massacrer les citoyens respectables; de piller les magasins et les maisons; et enfin de commettre toutes sortes d'excès et d'atrocités; mais, heureusement, par un bienfait de la Providence, on découvrit le complot quelques heures avant le temps fixé pour le mettre à exécution. La plupart de ces scélérats furent arrêtés, et parmi eux Escalante et Palmares; tous deux hommes de couleur; l'un d'eux devait être commandant-général et l'autre gouverneur de ce département; quant aux autres emplois ils devaient être distribués parmi leurs complices.

Vous avez déjà entendu parler de la dispute entre M. Barrot, le consul français, et les bourgeois de cette ville: certaines remarques sur le meurtre commis sur le colonel Woodbine, sa femme et son enfant, furent la cause de cette dispute. La Cour de Justice déclara qu'il appartenait à la Cour-Supérieure de décider de la question, et celle-ci crut qu'il était prudent d'ordonner la mise en liberté du consul. M. Barrot se trouvant journellement insulté dans sa propre maison, résolut de quitter le pays, et comme il allait s'embarquer sur une goélette qui se trouvait dans le port, il fut maltraité et battu de la manière la plus indigne et reconduit en prison. Je ne sais comment tout cela finira et de quelle manière le gouvernement français recevra l'attentat commis sur la personne de son consul, qui, dit-on, est le père d'Odillon Barrot, un des personnages les plus influens de France; certaines gens croient que nous aurons une catastrophe semblable à celle d'Alger et de Lisbonne, je puis vous assurer qu'elle serait bien méritée.

Il paraît que Santa Martha est aussi dans un état de rumeur. Le commandant d'armes de cette province, un certain colonel José Maria Gavetan, est arrivé en notre ville, après s'être échappé de la prison où l'avait fait mettre le gouverneur, après qu'il eût été prouvé que c'était lui qui avait envoyé un homme à cheval, portant un fusil chargé de 14 à 15 balles, qu'il tira il y a quelque tems dans un bal pendant qu'on y dansait des contredanses. Par suite de semblables événemens, le commerce languit et il y a peu d'argent en circulation."

Nous avons omis dans la lettre ci-dessus, publiée dans le *Dispatch*, plusieurs expressions attentatoires au gouvernement de Santander et par lesquelles on l'accuse d'être en partie l'auteur des troubles que nous venons de relater. Nous ne croyons pas qu'il soit capable d'une semblable bassesse. (*Journal of Com.*)

NOUVELLES PLUS RECENTES D'UN JOUR.

NEW-YORK, 9 octobre.

Le capitaine Gauwerky du paquebot *Thames*, a eu la bonté de nous communiquer un numéro du *Courier de Londres* du 3 septembre.

On verra que dona Maria devait visiter Londres avant de s'embarquer pour Lisbonne; ayant été reconnue par le gouvernement britannique comme reine de Portugal, elle y sera sans doute reçue en cette qualité.

On a les plus fâcheuses nouvelles des districts où se cultive le houblon. Un ouragan qui a commencé le dernier jour d'août et a continué jusqu'au 1er. septembre à midi, a détruit une grande partie de la moisson. Le *Courier* de Londres assure que le montant des droits sur cette denrée sera de 25 à 30,000 livres sterling de moins que les années précédentes.

EXTERIEUR.

ANGLETERRE.

LONDRES, 3 septembre, à midi.

Outre ces nouvelles des lettres de Paris du 1er. courant, nous recevons de Portsmouth de la reine de Portugal au Hâvre. Tout tend à faire croire que la jeune reine a l'intention de visiter Londres avant de partir pour Lisbonne. Le marquis de Rezende, chambellan de sa majesté, est déjà arrivé ici et fait les préparatifs pour sa réception. On nous assure qu'un bateau-à-vapeur doit partir de Portsmouth pour servir au transport de la reine et de sa suite.

Les rapports de Lloyd sont toujours de caractère le plus fâcheux. Les derniers ouragans ont causé des pertes considérables. Outre le naufrage de l'Amphitrite près de Boulogne, on nous annonce celui d'un bâtiment des Indes, Ann & Amelia, sur la même côte. Le capitaine [M. Compton] écrit qu'on perdra le bâtiment en entier. Il fait part de la mort de monsieur Sicélon et Rick, du chirurgien et d'un apprenti de marine qui se sont noyés.

Nous avons reçu aujourd'hui quelques arrivages de France nous amenant 130 passagers. Les nouvelles de Calais et de Boulogne sont des plus sinistres; on assure que plus de douze bâtiments ont péri entre Dunkerque et Boulogne. Un navire des Indes hollandaises a eu à soutenir un affreux ouragan à l'est de Calais et a été brisé en pièces. De l'é-

Paris, 28 août.

Il paraît que l'attitude ferme prise par la diète de Zurich amènera les affaires de la Suisse à un arrangement qui n'opérera plus facilement qu'on ne l'avait d'abord présumé. Il paraît superflu de dire qu'il n'est point d'obstacles qui ne soient apportés à ce résultat si désirable, par les deux partis extrêmes, les absolutistes et les radicaux, qui fidèles à leur maxime commune, travaillent par des voies opposées à leur commune, la confusion. Ici les premiers sont les moins opiniâtres. Les derniers arrivages annoncent que le grand-conseil de Bâle est décidé à se soumettre en tous points aux résolutions de la diète, afin que nous n'ayons plus d'inquiétude sur ce point; les radicaux pensent différemment, ils ne conçoivent pas qu'une conciliation amicale puisse amener l'union, il leur faut la guerre, l'insurrection, l'insubordination et les bonnets rouges. En conséquence nous voyons les meneurs populaires dans le nouveau canton de Bâle mettre tout en œuvre pour susciter le mécontentement contre la diète en raison de la nécessité où l'on s'est trouvé d'occuper une partie de leur territoire ainsi que celui de leurs subversaires; et l'*Helvétie*, nouveau journal qui se publie à Paris et qui, avec la violence et sans le talent du *Nationnal*, remplit chaque jour ses colonnes d'articles incendiaires qui dont l'effet, s'ils n'étaient trop insignifiants pour produire le mal, seraient de prévenir le retour de la tranquillité. Le *National* lui-même sort de sa politique pour donner à entendre que les cantons en masse devraient prendre des mesures pour la révision de la constitution fédérale, ainsi que la population de chaque canton régénéré l'a fait séparément dans son administration intérieure. Or, la question de la révision du pacte fédéral étant directement soumise à la diète, on ne peut voir dans cet article qu'une exhortation adressée aux Suisses de ne pas attendre la décision de leurs représentans, mais de s'emparer de la solution de la question; on en d'autres termes "de recourir à la révolution"—(défions nous de nos amis).

La discussion de la question portugaise a provoqué l'expression de quelques craintes ou de jalousie de la part des intérêts commerciaux ici, par suite de la publication d'un article du *Journal des Débats* dans lequel on assemble le Portugal dans ses rapports avec l'Angleterre, à la Belgique dans ses rapports avec la France; d'où l'on infère que le vieux système de relation exclusive entre ces deux pays, doit être maintenu, ce qui rend conséquemment plus difficiles, sinon impossible, les relations entre la France et l'Angleterre. Les écrivains qui raisonnent ainsi oublient ce qu'ils ont si souvent déclaré, c'est-à-dire, la solidarité qui la Grande-Bretagne a toujours montrée pour leurs intérêts. Personne ne peut supposer que les diplomates anglais soient aujourd'hui assez aveugles pour imaginer que le sacrifice d'une alliance commerciale avec la France, sacrifice fait au seul marché portugais, soit un moyen de mettre à couvert les intérêts du commerce anglais; la preuve du contraire a eu lieu lors de la diminution des droits sur les vins français. L'existence de ce traité doit suffire pour établir que l'Angleterre est trop bien avisée pour placer ses nouvelles relations commerciales avec le Portugal, sur une base exclusive qui ne lui permettrait plus de suivre la ligne de conduite qu'avec tant de sagesse elle s'est tracée à l'égard de la France. Je vous donne cet aperçu seulement pour appeler votre attention sur les opinions dominantes ici, vous remettant le soin de juger plus amplement sur cette question lorsque le moment vous paraîtra opportun.

PARIS, 29 août.

M. de Brabançois, envoyé des exilés de Prague, n'a pas vu la reine; mais il est positif qu'on a envoyé de Neuilly auprès de lui différens émissaires, notamment M. de Montalivet, et que les négociations dont il était chargé n'ont pu être entamées, parce qu'une lettre, dont il était porteur de la part des Bourbons de la branche aînée, portait pour inscription: *A S. A. R. Madame la duchesse d'Orléans*, et non *A S. M. la reine des Français*.

On croit savoir d'ailleurs que le mystère de la lettre qu'on n'a point voulu recevoir, à cause de son adresse, ne rapportait à des prétentions soulevées, de la part des parens du jeune Henri, à l'occasion de sa majorité. En insistant sur une question d'étiquette, les hôtes de Neuilly se sont trouvés dispensés de s'expliquer sur le fond de la réclamation de leurs augustes aînés.

Je crois d'ailleurs que l'histoire de prétendues fiançailles entre la fille du czar Nicolas et le duc de Bordeaux a été forgée à Paris, d'abord pour expliquer la lettre si pleine de sollicitude du bon autocrate sur l'éducation du prétendant, puis pour donner une couleur grave à la mission de M. de Brabançois.

M. S. de Larochefoucauld, récemment arrivé de Prague, est, à ce qu'il paraît, assez malade des fatigues de son voyage, qui a intrigué quelque peu la cour de Neuilly; car je sais qu'on a pris des mesures pour connaître, par un exprès assez équivoque du double vicomte, l'impression qu'il a rapporté de son séjour avec les habitans de Kradschin.

—On écrit de Toulon, du 15 août:

On parle de l'embarquement prochain de 4500 hommes que l'on destine pour le Tage. Ce n'est pourtant qu'un simple bruit.

Les membres du bureau de santé publique se sont assemblés extraordinairement aujourd'hui. On dit qu'il est arrivé à Toulon un agent du gouvernement (sans doute M. Magendie), pour juger de l'état sanitaire de la *Melpomène*, et des mesures qu'il y aurait encore à prendre pour assainir entièrement cette frégate.

Nous avons eu ici plusieurs duels politiques. L'un a eu lieu hier entre un militaire et un bourgeois, et un autre aujourd'hui entre un carliste et un patriote.

—La *Gazette d'Augsbourg* contient presque tous les jours des articles de Constantinople, dans lesquels elle s'efforce de prouver que le traité entre la Russie et la Turquie est tout-à-fait à l'avantage de la Porte. On doit conclure d'un article qu'elle publie aujourd'hui, et dans lequel elle annonce que la Russie a renoncé à son indemnité, évaluée à 10,000 marcs d'argent, que ce sont les prétentions de la Russie à cet égard, prétent ons que la Porte était dans l'impossibilité de satisfaire, qui l'ont engagée à se soumettre au traité imposé par son allié.

Commercial.

HAVRE, 30 août.

Depuis notre dernière il y a eu une augmentation dans les prix du coton. Dans les jours des 26, 27 et 28 il s'est vendu environ 3000 balles. Dur ni les deux derniers jours il ne s'est fait que peu d'affaires, et dans ce moment les transactions sur cet article sont calmes. L'ardeur des spéculateurs est en suspens, mais on ne trouve pas à traiter au-dessous des prix les plus élevés.

Approvisionnement—28,000 balles.

Une autre lettre dit: l'augmentation dans les fortes journées a été de 2 à 3 sous. Un petit lot de Louisiane a été acheté 2f 15. Le calme a été produit par les avis du 1er. août des Etats-Unis.

Une lettre du Hâvre dit que les ventes de coton, le 26 août, se sont élevées à 5250 balles, et celles du 27 à 1622, à une augmentation de 2 à 3 sous. Un petit lot de Louisiane à 2f 15, et un autre de même à 2f 20.

Liste Maritime.

PORT DE LA NOUVELLE-ORLEANS.

ARRIVES.

Bateau à vapeur Caspian, Lerram, d'Alexandrie.

Bateau à vapeur North-Alabama, Kelly, du Grand-Golfe.

Bateau à vapeur Huntsville, Selleck, du Bayou-Sarah.

Bateau à vapeur Lancaster, Hinkle, de Baton-Rouge.

SUISSE.

Le *Patriote suisse* contient ce qui suit: Nous venons de recevoir la nouvelle de ce qui s'est passé à l'assemblée des délégués des sociétés cantonaux de la grande association tenue à Zurich il y a deux jours, dans le but d'assurer la tranquillité de la Confédération. L'assemblée décida de faire une adresse à la diète en termes énergiques, afin d'obtenir ce qui suit: 1°. Que les membres de la conférence de Sarnen et les chefs des rebelles qui envahirent le pays de Kussnacht et de Bâle soient amenés à la barre du tribunal fédéral. 2°. Que la ville de Bâle, qui a été pendant trois ans la cause de tous les troubles qui ont agité la confédération, soit rendue responsable de toutes les pertes et dépenses qu'elle a occasionées et que les forces qui l'occupent maintenant n'en soient pas retirées avant que tout soit payé. 3°. Que la dite ville paie au pays de Bâle tous les dommages que ce dernier a éprouvé par la non-exécution des décrets de la diète. 4°. Que les troupes fédérales évacuent le pays de Bâle dans quatre jours. 5°. Que les commandans fédéraux dont la conduite a donné lieu à des coupons fondés soient renvoyés. 6°. Qu'une fois la soumission de Schwits complétée, les troupes évacuent entièrement le canton. 7°. Que la diète emploie tous les moyens en son pouvoir pour forcer Neuchâtel à s'acquitter de ses devoirs envers la confédération, et en cas de refus, que le canton soit occupé par des troupes. Enfin il a été résolu que les cantons feraient usage de toute leur influence auprès des grands conseils pour obtenir une assemblée constituante fédérale en proportion avec la population.

BELGIQUE.

BRUXELLES, 30 août.

Il paraît par les nouvelles reçues du camp de Cassiaux que l'ophtalmie y règne à un degré alarmant. De 4000 hommes maintenant au camp il y en a environ 450 attaqués de cette maladie. Les hôpitaux voisins ne suffisent pas pour les contenir et on est obligé d'envoyer à une très grande distance ceux qui sont le plus légèrement affectés.

CONFEDERATION GERMANIQUE.

FRANCFORT, 27 août.

Il paraît certain aujourd'hui que le voyage projeté de l'empereur de Russie en Bohême aura effectivement lieu et que sa majesté y trouvera les souverains de l'Autriche et de la Prusse. On dit qu'il gardera le plus strict incognito et pour cette raison il ne se rendra pas à Berlin.

Les observations suivantes faites par le *Moniteur* de Paris, sur un article du *Journal de St Pétersbourg* sont dignes de remarque comme venant de l'organe officiel du gouvernement français.

FRANCE.

PARIS, 31 août.

Le *Journal des Débats* dit que la présentation des lettres de créance de lord William Russell n'entraîne pas seulement la reconnaissance de la reine dona Maria, puisque sa royauté de droit a été reconnue depuis longtemps, mais lui assure le bénéficiables traités qui obligent l'Angleterre à protéger le Portugal contre Don Miguel et tous autres étrangers.

Paris, 29 août.

M. de Brabançois, envoyé des exilés de Prague, n'a pas vu la reine; mais il est positif qu'on a envoyé de Neuilly auprès de lui différens émissaires, notamment M. de Montalivet, et que les négociations dont il était chargé n'ont pu être entamées, parce qu'une lettre, dont il était porteur de la part des Bourbons de la branche aînée, portait pour inscription: *A S. A. R. Madame la duchesse d'Orléans*, et non *A S. M. la reine des Français*.

On croit savoir d'ailleurs que le mystère de la lettre qu'on n'a point voulu recevoir, à cause de son adresse, ne rapportait à des prétentions soulevées, de la part des parens du jeune Henri, à l'occasion de sa majorité. En insistant sur une question d'étiquette, les hôtes de Neuilly se sont trouvés dispensés de s'expliquer sur le fond de la réclamation de leurs augustes aînés.

Je crois d'ailleurs que l'histoire de prétendues fiançailles entre la fille du czar Nicolas et le duc de Bordeaux a été forgée à Paris, d'abord pour expliquer la lettre si pleine de sollicitude du bon autocrate sur l'éducation du prétendant, puis pour donner une couleur grave à la mission de M. de Brabançois.

M. S. de Larochefoucauld, récemment arrivé de Prague, est, à ce qu'il paraît, assez malade des fatigues de son voyage, qui a intrigué quelque peu la cour de Neuilly; car je sais qu'on a pris des mesures pour connaître, par un exprès assez équivoque du double vicomte, l'impression qu'il a rapporté de son séjour avec les habitans de Kradschin.

—On écrit de Toulon, du 15 août:

On parle de l'embarquement prochain de 4500 hommes que l'on destine pour le Tage. Ce n'est pourtant qu'un simple bruit.

Les membres du bureau de santé publique se sont assemblés extraordinairement aujourd'hui. On dit qu'il est arrivé à Toulon un agent du gouvernement (sans doute M. Magendie), pour juger de l'état sanitaire de la *Melpomène*, et des mesures qu'il y aurait encore à prendre pour assainir entièrement cette frégate.

Nous avons eu ici plusieurs duels politiques. L'un a eu lieu hier entre un militaire et un bourgeois, et un autre aujourd'hui entre un carliste et un patriote.

—La *Gazette d'Augsbourg* contient presque tous les jours des articles de Constantinople, dans lesquels elle s'efforce de prouver que le traité entre la Russie et la Turquie est tout-à-fait à l'avantage de la Porte. On doit conclure d'un article qu'elle publie aujourd'hui, et dans lequel elle annonce que la Russie a renoncé à son indemnité, évaluée à 10,000 marcs d'argent, que ce sont les prétentions de la Russie à cet égard, prétentions que la Porte était dans l'impossibilité de satisfaire, qui l'ont engagée à se soumettre au traité imposé par son allié.

A FRETER.

POUR MATANZAS ou APALACHICOLA.

La belle goélette MORNING STAR, de 180 tonneaux, capit. Hence, du port de 60 tonneaux, sera prête à prendre du fret dans 10 jours. S'adresser No. 133, Vieille-Levée. 18 oct—10

POUR TAMPICO—(*faisant les voyages réguliers.*)

La goélette TWO-BROTHERS, capitaine J. P. Harper, partira sous peu. Pour fret ou passage, s'adresser à

9 oct RENJ. BOOTH & CO.

John Glass vs. G. W. Walker.

EN vertu d'un writ de fieri facias à moi adressé par l'hon. J. Bermudez, juge conseiller de la cour de cité, j'exposerai en vente, le mardi, 5 novembre prochain, à 4 heures, sur les lieux, empilement des rues Magasins et Poydras, bouteilles vides, tables, chaises, barillets et barils vides, goblots, lampes, &c., saisis dans l'affaire ci-dessus.

24 oct L. DAUNOY, marshal.

PAROISSE D'ORLEANS—*Cour des Presses.*

Vente par le Régister des Testamens—Jeudi, 28 novembre 1833, à midi, j'exposerai en vente à la Bourse, pour compte de la succession de feu Charles Barker, la propriété ci-après décrite, savoir:

Un Terrain, désigné sous le No. 85, de l'Ilet No. 7, mesurant 60 pieds de face à la rue du Bassin, et traversant l'Ilet, sur une étendue de 120 pieds, jusqu'à la rue des Remparts, sur laquelle il a également 60 pieds de face.

Plus: La moitié d'un autre terrain dans le même Ilet, désigné sous le No. 96; lequel demi-terrain attenant au terrain ci-dessus décrit, mesure 30 pieds de face à la rue du Bassin et traverse l'Ilet, sur une étendue de 120 pieds, jusqu'à la rue des Remparts, sur laquelle il a pareillement 30 pieds de face; ensemble toutes les bâtisses, améliorations et dépendances qui s'y trouvent.

Conditions de la vente: L'acquéreur devra s'obliger à payer quatre billets souscrits par le défunt à Perrie de, et endossés par John M. Bach, tous datés le 1er. mars 1833, et payables comme suit: deux des dits billets à un an de leur date, savoir: Un billet de $3180 et l'autre de $1575; et les deux autres billets d'égale valeur payables à 2 ans de leur date: pour sureté de paiement desquels quatre billets ainsi qu'il est ci-dessus décrits est spécialement hypothéqué; et le reste du prix de l'adjudication payable à 6 et 12 mois du jour de la vente, on billets endossés à satisfaction et portant hypothèque spéciale.

Par ordre de la cour,

W P C DUPLESSIS, rég

N. B. L'acte de vente sera passé chez B. W. Miller, aux frais de l'acquéreur. 24 oct

A LOUER—La maison en dessous de la résidence du soussigné, rue Royale, No. 172. S'adresser à

21 oct—3 CHARLES PAPET.

A LOUER.

Trois Maisons dans la rangée de Hagan, rue du Canal. Possession sera donnée le 1er. novembre, s'adresser à

25 oct JOHN HAGAN & CO.

A LOUER.

Une maison à un étage, bien distribuée, située dans la rue du Canal, au-dessous de la rue du Bassin, bâtie sur un terrain de 60 pieds sur 120 de profondeur. S'adresser à

23 oct J. HAGAN & Co.

MARCHANDISES SECHES.

LES soussignés ont maintenant en magasin un grand assortiment de Marchandises sèches, parmi lesquelles se trouvent, des Couvertes de 3 et 3½ points; Couvertures françaises; idem anglaises de tout genre; Kersey en laine; dito en laine et coton; Linsey uni et croisé; Cotton gris 3-4, 4-4 et 5-4; idem blanc 3-4 et 5-4; idem extra-fort, gris, croisé et uni; Cotonnades 7-8 et 4-4; Indiennes bleues et noires; Batiste; Jaconets; Batinet bleu, gris et couleurs de fantaisie, Drap et Casimire noirs, bruns, bleus, verts et autres couleurs; Mérinos en couleurs, 3-4, 7-8 et 4-4, et divers autres articles. S. W. OAKEY & Co.

rue de Chartres, No. 33, encoignure de la rue de la 18 oct Douane.

REÇU par le navire Gen. Hand, de Marseille et à vendre par les soussignés, 3 caisses Opium de Thèbes, (Egypte) de qualité supérieure.

18 oct T. NIX & ST & Co.

SUCRE & EAU-DE-VIE—150 cs. sucre de la Havane; 4 do. brun do.; 20 demi-pipes Eau-de-vie de 4ème. preuve, à vendre par F. H. PETITPAIN,

18 oct encoig. Chartres et Toulouse

FARINE, à vendre par

11 oct J. HAGAN & CO.

LETTRES DE CHANGE sur New-York, à vendre par

16 oct A. QUERTIER & BOUTIN.

CHANGEMENT DE DOMICILE.

DURAND & UZURAU ont l'honneur d'annoncer au public et surtout à leurs habitués, qu'ils ont transporté leur magasin rue de Chartres, No. 67, où l'on trouvera constamment un assortiment complet de marchandises sèches, à bon marché, en gros et en détail.

16 oct—6

A VENDRE par les soussignés, en débarquement du navire Gen. Hand de Marseille, 3 caisses opium de Thebes, (en Egypte) de qualité supérieure.

FR. PERRET & GALLY,

16 oct rue Toulouse, No. 59

250 BARILS de farine, 100 barillets Beurre, 80 barils Whiskey rectifié; 5 barils Genièvre, 4 barils fromage, reçus et à vendre par G. ORAIN,

16 oct—2 rue de la Nouvelle-Levée, No. 7

100 BALLES Foin, en débarquement du navire Florence, à vendre par

16 oct LINCOLN & GREEN.

AVIS—40 boucauts de sucre de la nouvelle récolte, de première qualité et livrable de suite, à vendre par

14 oct BLANC & BRUGIER.

LEGION DE LA LOUISIANE.

LA Légion prendra les armes Dimanche, 17 de novembre, à 9 heures précises du matin et se réunira sur la place d'Armes pour être inspectée et passée en revue conformément à la loi. Les chefs de corps devront en conséquence passer les ordres nécessaires pour la dite revue.

Par ordre du Brigadier-Général comm